

Unité départementale de Vendée
10, rue du 93^{ème} régiment d'infanterie
Bat A
cité administrative Travot , CS 70766
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 08 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOUYER LEROUX SA

Usine Saint Martin
30 rue de la Tuilerie
85570 Saint-Martin-Des-Fontaines

Références : D25.0116
Code AIOT : 0006305062

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement BOUYER LEROUX SA implanté La Bourdaudière ST GERMAIN L AIGUILLER 85390 Mouilleron-Saint-Germain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX SA
- La Bourdaudière ST GERMAIN L AIGUILLER 85390 Mouilleron-Saint-Germain
- Code AIOT : 0006305062
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière est régie par l'arrêté préfectoral n°08-DRCTAJE/1-118 du 20 février 2008. L'exploitation est accordée pour 30 ans. L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. Une campagne d'extraction a débuté le 24 mars. Le décapage de la zone a été réalisé puis le chantier s'est arrêté car les sols sont encore trop humides. Lors de l'inspection, la pelle est présente, à l'arrêt.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article 3.2.1	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article 3.5.3	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article 3.2.2.1	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article 3.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est très bien intégré à son environnement. Les clôtures ont été refaites afin d'éviter la cohabitation avec les troupeaux de vaches (cf. rapport de visite du 29/05/2020). La fréquence des extractions étant bisannuelle, la fréquence de contrôle des niveaux sonores de 3 ans n'est pas adaptée au site. Ainsi, l'exploitant projette de réaliser ce contrôle tous les 2 ans en période d'extraction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier : <ul style="list-style-type: none"> - une aire étanche est aménagée sur la carrière pour le ravitaillement en carburant de la pelle et le petit entretien - le stationnement de la pelle s'effectue sur cette aire étanche - un stock suffisant de produits absorbants adaptés à la lutte des fuites d'hydrocarbures est disponible sur site - il n'y a pas de stockage de produits dangereux sur site - les produits récupérés en cas de pollution accidentelle ne peuvent être rejetés et doivent être réutilisés, soit éliminés comme les déchets. - tous les engins circulant sur la carrière sont entretenus régulièrement et toute fuite sur un engin entraînera son arrêt et sa mise en réparation immédiate.
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate que la pelle est à l'arrêt et qu'elle n'est pas stationnée sur une aire étanche.

L'exploitant explique qu'il n'y a jamais eu d'aire étanche sur cette carrière. Le sol étant de l'argile, en cas de déversement accidentel, la pratique est de confiner le déversement en créant des petits boudins d'argile autour puis de reprendre au godet l'argile souillée et de le traiter comme déchets souillés.

De même, concernant le ravitaillement, il a lieu sur site hors zone étanche mais la procédure est d'utiliser un bac pour égoutture et du sable.

Après vérification, l'inspection constate qu'aucun kit antipollution n'est disponible dans la pelle. L'exploitant explique qu'il y en a un dans tous les véhicules hormis les pelles.

Au vu de la perméabilité de l'argile en présence (10-7 à 10-9 selon l'exploitant), les éventuels déversements seraient confinés et maîtrisés mais cette pratique ne correspond pas à la prescription. La prescription n'est pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en conformité son site soit en le rendant conforme à l'arrêté préfectoral soit en demandant une modification de cette prescription en application de l'article R181-46 du code de l'environnement. Dans ce dernier cas, l'exploitant devra motiver sa demande en garantissant un niveau équivalent de prévention des risques et nuisances.

L'inspection demande à l'exploitant d'équiper l'ensemble des pelles de la flotte de kit antipollution et de former les chauffeurs à son utilisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Rejets des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article 3.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites

Prescription contrôlée :

I. Un fossé collecte les eaux dans l'excavation et les dirige vers un bassin de décantation d'un volume minimum de 975 m³. La surverse de ce bassin est rejetée dans un busage souterrain se raccordant au réseau hydrographique local au niveau du regard collectant les eaux issues du lavoir situé près de la fontaine de la Bourdaudière.

Le bassin de décantation des eaux est équipé en sortie d'une vanne pour confiner les éventuelles pollutions accidentelles.

II. Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- pH entre 5,5 et 8,5
- T°C < 30 °C
- MES < 35 mg/l
- DCO < 125 mg/l
- HCT < 10 mg/l

La modification de couleur du milieu récepteur ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

[...]

IV. il n'y a pas d'installation sanitaire sur site donc aucun rejet d'eau usée sanitaire.

Constats :

L'inspection constate que le tube coudé formant un siphon existant lors de la dernière visite (29/05/2020) a été remplacé par une vanne à fermeture manuelle.

Les dernières analyses réalisées par GEOSCOP datent du 11 avril 2024 (rapport 24-13.035_ALE). Les résultats sont conformes. Les prélèvements sont réalisés dans le bassin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel. La fréquence des analyses est a minima annuelle.

Les paramètres mesurés sont au minimum ceux listés au 3.2.2.1 des présentes prescriptions ainsi que du débit. Les résultats sont consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection constate que la fréquence des analyses est annuelle. Les paramètres mesurés par GEOSCOP sont ceux précisés à l'article 3.2.2.1.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article 3.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser dès l'ouverture de la carrière et ensuite tous les 3 ans et à ses frais une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences.

Les points de mesure des niveaux sonores sont positionnés en fonction des habitations les plus proches.

L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection le dernier rapport de contrôle des niveaux de bruit. Il date du 31 Août 2021 (rapport 21_13.44_DTO).

La prochaine mesure est prévue en avril 2025 pendant la phase travaux.

Les points de mesure correspondent aux habitations les plus proches. A la lecture du rapport, l'inspection ne constate aucun dépassement des valeurs réglementaires.

La fréquence étant supérieure à 3 ans, la prescription n'est pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser un contrôle des niveaux de bruit à chaque période de travaux, soit tous les 2 ans, afin de respecter la prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective